

Les lycéens ont la parole

Philosophie Magazine #203 - Octobre 2026

Que pensent les lycéens en colère qui manifestent et bloquent les lycées dans toute la France depuis dix jours ? Pour le savoir, nous avons réuni cinq d'entre eux face à une prof de philo, pendant près de deux heures. Avec une idée simple : les inviter à formuler les raisons de leur mobilisation, mais aussi leurs inquiétudes et leurs aspirations. Le résultat est décapant !

Participants :

Anouk Bassa-Kasidis, élève de terminale au lycée Darius Milhaud, Le Kremlin-Bicêtre (94), 17 ans

Martin Lecontelec, élève de terminale au lycée Darius Milhaud, 16 ans

Marame Ben Younes, élève de terminale au lycée Darius Milhaud, 17 ans

Aimée Noblia, élève de terminale au lycée Voltaire, Paris (75), 17 ans

Chloé Châtelet, élève de terminale au lycée Voltaire, 17 ans

Audrey Jouglà, professeure de philosophie en terminale au lycée Saint-Joseph-du-Loquidy, Nantes (44), 41 ans. Autrice de l'enquête *De l'or dans la tête ! Repenser l'éducation pour réparer l'école* (Double Ponctuation, 2022).

Anouk Bassa-Kasidis : Notre blocus [au lycée Darius Milhaud du Kremlin-Bicêtre] a commencé mercredi 2 octobre. Avec quelques copines, on a décidé de se retrouver devant le lycée pour « bloquer » vers six heures du matin. On n'était pas sûres que ça allait marcher. Et puis petit à petit, notre groupe s'est élargi. Une sorte d'évidence s'est installée, comme si tout le monde était spontanément d'accord pour agir. La grande revendication, au départ, c'était le délabrement de notre lycée. À quoi s'est vite ajoutée la charge de journées interminables parfois remplies de trous à cause des professeurs manquants qui sont pourtant décisifs pour notre bac. L'histoire de notre lycée est intéressante. Le bâtiment a été construit dans les années 1970, mais il a fait l'objet d'une ample rénovation il y a quelques années à peine. Et il est déjà en train de se décomposer...

Martin Lecontelec : C'est simple, depuis la rentrée, ils ont dû poser un filet sur tout le bâtiment, pour que les morceaux qui se détachent ne tombent pas sur la tête des élèves. La direction se démène avec les assurances, du rectorat et de la région, pour obtenir une rénovation. Mais en attendant, c'est extrêmement dangereux. Ce qui est « marrant », c'est qu'une rénovation a été entreprise pour 48 millions d'euros, à partir de 2017, et Madame Pécresse, la présidente de la région qui gère le bâti dans l'Éducation nationale, est venue sur place se féliciter devant les caméras des télévisions locales du résultat des travaux. Sauf que certains professeurs ont tenté de l'alerter sur les malfaçons, mais leurs interventions ont été censurées. Il ne fallait pas gâcher la fête...

Marame Ben Younes : Dans notre classe, on a un problème d'isolation. Quand il fait chaud dehors, il fait encore plus chaud dans la salle de classe, au point que les profs ont du mal à faire cours et qu'on peine à se concentrer. Quand il fait froid, on est tous en doudoune... Et je ne vous parle pas des toilettes, où il n'y a ni lumière, ni papier toilette.

Aimée Noblia : Au lycée Voltaire, qui est une très grande cité scolaire à l'ancienne au cœur de Paris, on est mieux loti question bâtiments. Mais cela ne nous a pas empêchés de nous mobiliser en grand nombre autour de toutes les autres revendications : classes très nombreuses, profs qui ne sont pas remplacés, journées interminables de 8h à 18h mal agencées, mais aussi stress autour de Parcoursup [*la plateforme de répartition des bacheliers vers les établissements d'enseignement supérieur*], etc. Comme on a une réputation d'engagement, dès qu'on a commencé à bloquer, ils nous ont envoyé les forces de l'ordre pour nous encercler. Très vite, après que les lycées de banlieue ont pris l'initiative du mouvement, on a échangé avec d'autres lycées sur les réseaux, on a participé à leurs blocus, et on a senti, en effet, que ce n'était pas une énième grève localisée, mais un mouvement de masse, comme il n'y en avait pas eu depuis longtemps. D'habitude, on voit un peu toujours les mêmes têtes. Là, on a senti que tout le monde était prêt à se mobiliser. On n'avait jamais réussi à rassembler autant de personnes différentes.

Chloé Châtelet : On a vite pris conscience, *via* les réseaux sociaux, que c'était un mouvement qui exprimait quelque chose que nous gardions pour nous depuis trop longtemps. Ce qui n'empêche pas le mouvement d'être très joyeux. On nous reproche de vouloir faire la fête pour ne pas aller en cours et de brûler des poubelles. Et on a parfois l'impression que, pour les adultes, les poubelles sont plus précieuses que la santé mentale des lycéens. Cela a contribué à un éveil des consciences. J'ajoute qu'il y a aussi, très tôt dans ce mouvement, la conscience des inégalités entre les grandes villes, plus richement dotées, et les banlieues ou les campagnes.

A. N. : À Voltaire, il y a quelque chose qui nous a heurtés. C'est un très gros lycée. L'année dernière, il y avait quatorze classes en seconde. Or cette année, ils n'ont mis en place que dix classes de terminale. Cela veut dire qu'ils ont décidé de faire partir, sans doute en filière professionnelle, l'équivalent de 120 personnes – qui n'ont pas eu le choix. On ne nous a pas expliqué ce qui s'est passé. Mais c'est lié à leur volonté de faire remonter le crédit de la cité scolaire sur Parcoursup... en virant une partie des élèves en difficulté. Ce genre de sélection brutale nous révolte. Sans compter les profs, comme notre prof d'allemand, qui ne pouvait pas officier sur un horaire complet faute de moyens.

M. L. : Moi, je n'ai pas de prof de physique depuis le début de l'année alors que je suis en spécialité physique pour mon bac. C'est pas normal tout de même...

Audrey Jouglà : Comme professeure, je suis frappée par une mobilisation qui est d'abord physique et matérielle. Les revendications, vous venez d'en faire état, portent d'abord sur le bâti scolaire, les horaires, mais aussi l'absentéisme des profs qui ne sont pas remplacés, de sorte que dans de nombreuses classes, les élèves se retrouvent sans professeur pendant de longues périodes. Est-ce parce que cet enjeu est central qu'à Nantes, un lycée, qui venait pourtant d'être rénové, a largement brûlé... même s'il n'est pas sûr que ce soit du fait des lycéens ? Cela dessert évidemment la cause : le contribuable de la région ne comprend pas comment il est possible d'en arriver là. Mais je voudrais dépasser cette incompréhension et essayer de démêler la dimension physique du mouvement. En fait, quand on y réfléchit bien, il apparaît que si l'on transposait dans le monde du travail l'état de délabrement massif des écoles dont un très grand nombre d'élèves se plaignent, cela ne serait pas autorisé par le Code du travail. On envoie donc nos enfants apprendre dans des conditions que nous ne tolérerions pas dans le monde des adultes ! C'est assez stupéfiant. Mais – et c'est ma seconde remarque – j'ai le sentiment que vient se greffer sur cette dimension matérielle un autre ressort, très

différent, lié à des angoisses sourdes sur l'avenir, à l'heure de la crise écologique et de l'IA. Aussi, je serais tentée de vous demander : quelle est la racine la plus profonde du mouvement, selon vous ? La question matérielle ou l'horizon du futur qui semble se fermer ?

A. B.-K. : On nous rebat les oreilles avec l'idée qu'on se serait mobilisés parce qu'on nous a retiré les portables de l'école. C'est débile ! Un des éléments vraiment déclencheurs à mon avis, dont les politiques ne semblent pas du tout avoir pris conscience, c'est la publication du [dernier rapport Pisa](#) sur le niveau des élèves français. Les médias n'ont cessé de dire : la France décroche, les jeunes Français ne savent plus écrire ni compter. Mais est-ce que vous ne pensez pas que lorsqu'on entend ce genre de discours à longueur de journée, on en vient nous-mêmes à avoir peur ? On se dit qu'on est une génération sacrifiée qui n'arrive plus à devenir intelligente, comparée à vous qui avez fait de grandes études. Mais nous on veut faire des études aussi, on veut un Master. Sauf que si on l'obtient au final, en parvenant à passer au travers des mailles de Parcoursup, on ne sait même pas s'il y aura encore du travail derrière... Voilà le type d'angoisses que vous nous transmettez, et vous vous étonnez ensuite qu'on ne les absorbe pas sans rien faire.

M. L. : On ne cesse de nous dire qu'on est de plus en plus mauvais par rapport aux autres élèves européens, mais en même temps, on se colle des journées de 8h à 18h alors qu'en Angleterre, en Allemagne ou en Espagne, par exemple, ils ont beaucoup moins d'heures de cours... et de meilleurs résultats. Indépendamment de la fatigue que cela produit, c'est le signe qu'il y a un problème de fond, non ?

A. B.-K. : Dans notre lycée, on n'a pas de psychologue depuis des années. Notre infirmière, la seule pour 2 000 élèves, n'obtient pas de médicaments. Quand on fait des malaises, on peut juste attendre sur un lit que la journée se termine.

Audrey Jouglà : J'aurais voulu vous poser une question sur la manière dont vous percevez votre place dans la société française qui est une société de plus en plus vieillissante. Pour la première fois dans notre histoire, plus de 20% de la population a plus de 65 ans. Les retraités absorbent une part grandissante du budget tandis que les 25% qui ont moins de 25 ans se voient accorder, mécaniquement, moins d'attention. Est-ce que c'est un élément que vous avez en tête ? Avez-vous le sentiment que la jeunesse, et votre génération en particulier, est déconsidérée ?

A. N. : Franchement, oui. On est pourtant dans une démocratie et dans l'un des pays les plus riches d'Europe. Mais comment une démocratie pourrait-elle fonctionner sans une jeunesse bien éduquée ? Comment en arrive-t-on au point où ils n'ont pas les moyens de mettre d'argent dans l'éducation des enfants ?

M. B. Y. : Moi, je pense que c'est juste mal réparti et qu'ils ont d'autres priorités qu'ils privilégient. Ils se disent que ce n'est pas important.

M. L. : Selon moi, c'est là où l'on voit que l'Éducation est solidaire d'un système plus général qui creuse les inégalités. J'ai lu que la fortune des plus riches a été multipliée par 12 sur les 20 dernières années. La richesse est de plus en plus concentrée et je ne parle pas des aides dont bénéficient les entreprises...

C. C. : On nous dit que nous sommes ignorants, que nous n'avons pas d'avis, que nous ne nous intéressons pas à la politique, mais c'est faux. On voit tout ce qui se passe autour de nous. Et on est hyper inquiets par rapport à l'état du monde, qu'il s'agisse des guerres ou de la crise écologique. Il y a vraiment une inquiétude croissante et une angoisse par rapport à ce que sera notre avenir. On nous dit que dans cinquante ans, on va mourir, que dans dix ans, les IA vont nous tuer, super ! On fait monter nos angoisses et on nous invite à nous exprimer, et quand on exprime notre colère, on nous envoie les CRS et la BAC, on nous diabolise dans les médias comme des casseurs barbares. En fait, je pense qu'il y a une grande fatigue de la jeunesse mais que cette fois, on l'a surmontée parce qu'on a la volonté de faire comprendre qu'on a les idées claires sur ce qui se passe. Nous voulons pouvoir nous construire, apprendre, évoluer en tant que personnes – c'est aussi à ça que sert une psy dans un lycée. Or, il y a plein de choses qui ne nous permettent pas de grandir normalement.

A. N. : J'ai des amis qui sont dans un lycée privé où l'inscription est très chère et où les conditions sont nettement meilleures que dans le public. Mais ils bloquent aussi. Parce qu'ils voient que c'est tout le système qui déraile.

Audrey Jouglà : Je reviens sur cette alliance dans la mobilisation entre d'un côté des revendications très concrètes, avec ce cahier des charges sur les fuites au plafond dans les classes ou les profs non remplacés, et d'un autre côté, des préoccupations presque existentielles sur l'accès au travail et à un métier qu'on aime pour autant qu'on puisse identifier encore les métiers de demain. Nous, les adultes, notre vie est faite. Nous n'avons pas cette angoisse propre à la jeunesse devant l'avenir et l'infinité des possibles. Mais votre jeunesse est confrontée à un avenir particulièrement anxiogène dont les retombées concrètes commencent à se faire sentir : dans la température d'une classe ou dans nos usages quotidiens avec ChatGPT. Or, si l'on peut demander à Madame Péresse de s'occuper des bâtiments et au ministre de l'Éducation de mieux gérer les professeurs remplaçants, on voit mal quelles réponses les politiques pourraient apporter aux angoisses fondamentales sur l'IA ou sur le climat qui sont les vôtres...

A. N. : Avant même de nous proposer des solutions, on voudrait d'abord qu'ils nous écoutent quand on parle de nos angoisses.

M. B. Y. : Je pense que les élèves sont tous conscients de la gravité de la situation. Mais ce gouvernement nous prend juste pour des idiots. Ils pensent qu'on ne comprend rien, que nous n'avons pas à être entendus puisqu'on ne vote pas et qu'ils sont les seuls à pouvoir prendre les bonnes décisions pour nous. Mais cette manière de fermer la discussion en nous envoyant les forces de l'ordre ne va pas marcher. Cela crée juste une tension supplémentaire. Sur la violence, je voudrais tout de même dire que dès le premier jour de mobilisation, avant même qu'on arrive et qu'on bloque, il y avait déjà des voitures de police partout devant le lycée. On ne comptait pas casser quoi que ce soit, juste se rassembler avec nos pancartes. Et dès qu'on s'est mis à courir, ils nous ont coursés et ils ont plaqué l'un d'entre nous au sol. Alors qu'un professeur a tenté de s'interposer, il s'est fait également molester. C'est pas une manière normale de traiter des mineurs !

A. N. : Ce sont des scènes qu'on a tous vécues et parfois filmées. Comme si les policiers avaient reçu la mission dès le départ, de nous pourchasser dans les rues, dès lors qu'on se regroupait ou qu'on manifestait. En fait, tout le monde attendait le retour des Gilets jaunes. Ils ont eu les lycéens à la place. Et ils nous ont traités de la même manière...

M. B. Y. : Un de mes amis s'est fait plaquer violemment au sol et arrêter, il a ensuite passé 53 heures en garde à vue ! Quand on entend que certains se sont fait édenté, ont perdu un œil ou une main parce qu'ils revendiquaient leurs droits, c'est hallucinant. Si l'on compare l'habillement d'un CRS et celui d'un lycéen de 17 ans, ça me choque. Ce sont des armes de guerre, des armes létales qu'ils utilisent contre nous ! Même si elles ne sont pas destinées à tuer, elles peuvent tuer. Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a annoncé la suspension des grenades assourdissantes. La *suspension* ? Mais comment ne se rend-il pas compte que le recours à ces grenades contre nous est en soi un problème ?

C. C. : Sur la violence, les adultes exigent de nous que nous soyons dans la non-violence, ils nous demandent de condamner les violences, contre la police notamment. Je trouve que c'est problématique. Sans compter le fait que la police a été violente dès le départ, il faut aussi souligner que si l'on est totalement pacifique, on n'est pas écouté. Quand les écoles et les poubelles ne brûlent plus, on dit que le mouvement s'essouffle. Et quand on est violent, on est diabolisé en tant que casseur. Pendant ce temps-là, des policiers en civil nous envoient des messages racistes où ils se font passer pour des casseurs analphabètes afin de savoir où ont lieu les blocus...

A. B.-K. : Il y a aussi des jeunes plus âgés – des frères et sœurs des lycéens – qui nous ont rejoints pour encadrer et protéger le mouvement.

M. B. Y. : Laurent Nuñez a déclaré à la télévision : « *Je ne vais pas présenter mes excuses aux lycéens, en revanche, j'adresse un message de soutien aux forces de sécurité intérieure blessées.* » C'est étrange comme attitude, comme s'il était uniquement le chef des forces de l'ordre et que notre sécurité n'était pas aussi de sa responsabilité. Des paroles comme celles-là sont des invitations publiques faites aux policiers à faire n'importe quoi contre nous.

A. B.-K. : À Metz, des élèves ont pris des chaises sur une terrasse et ils se sont pacifiquement assis sur la route. Alors qu'ils étaient en train de discuter, les CRS les ont chargés. Pourquoi ?

M. L. : La violence ne vient pas de nulle part. Souvenez-vous des Gilets jaunes. Cela fait des années que chaque fois qu'il y a des revendications qui émergent, elles sont violemment réprimées. La nouveauté, c'est qu'en moins de deux semaines, ils ont déjà atteint la moitié des arrestations des

Gilets jaunes : 6 500 interpellations.

A. N. : Dans mon lycée, c'est hyper calme le matin. Mais dès que la police arrive, il y a des jeunes d'autres lycées qui viennent se confronter aux forces de l'ordre. Alors la question qu'on a soulevée en AG, c'est de savoir s'ils font partie du mouvement, eux, les casseurs.

C. C. : Moi, je trouve qu'on doit les considérer comme partie prenante du mouvement...

A. N. : À l'AG, hier, on en a discuté. On est tombés d'accord sur le fait qu'on ne peut pas les considérer comme des casseurs. Moi, j'en connais certains. Ils sont parfois plus jeunes que nous, ils savent très bien pourquoi ils sont là. Et ils participent du mouvement, même s'ils ne sont pas représentatifs de la majorité. Mais il faudrait qu'on garde le contrôle sur le type de violence auquel on accepte de recourir pour nous exprimer. Qu'est-ce qui est efficace pour exister ?

Audrey Jougla : Le recours à la violence, c'est l'échec de la démocratie. Vous dites que c'est le seul moyen, pour vous qui n'avez par ailleurs pas encore le droit de vote, de vous faire entendre. Je tends à penser qu'il faudrait trouver des moyens pacifistes non destructeurs, car sinon, on risque d'attirer des individus opportunistes qui viennent se greffer au mouvement et desservent la cause. Pourquoi ne pas imaginer des moyens de s'exprimer inventifs, susceptibles de frapper l'imagination du public, mais pacifiques ? Faire défection dans un absentéisme total ? Organiser des grandes marches lycéennes sans violence ?

M. L. : Dans toutes les grandes luttes du passé, il y avait une association entre un courant pacifique et des franges plus violentes. C'est le cas avec Martin Luther King et Malcolm X, mais également avec Gandhi en Inde. Il prônait la non-violence mais était entendu parce que d'autres utilisaient d'autres moyens de lutte violents... Je pense qu'on a besoin des deux.

A. N. : La destruction de biens matériels, je n'ai aucun problème avec ça, quand on pense à la manière dont l'école est saccagée aujourd'hui par le gouvernement. Par contre, j'ai plus de mal avec la violence physique contre les personnes. Je ne me confronterais pas avec la police. Mais si c'est pour se défendre, c'est important, il faut y aller !

A. B.-K. : Il y a aussi une grande hypocrisie parce que ceux qu'on désigne comme des casseurs sont aussi ceux qui nous permettent d'avancer lors de nos cortèges bloqués par les CRS...

A. N. : Un autre truc à signaler sur le mouvement, c'est qu'il a été initié et organisé majoritairement par les filles. C'est elles qui ont organisé les premiers blocus, c'est elles qui étaient présentes à 6 heures du matin, c'est elles qui ont fait les premiers panneaux avec nos slogans, pas les garçons ! Elles se sont organisées entre copines, et puis seulement, les mecs les ont rejoints, une fois que l'ensemble avait pris de l'ampleur. Et ils ont mis de l'ambiance et tout. Ils arrivaient et demandaient : « Ah oui, c'est à quelle heure ? Blocus demain ? Ça va taper et tout ? » Mais c'est nous qui devons leur expliquer.

A. B.-K. : Il faut dire qu'en général, on est mieux organisées non ? (*Rires*) Sur notre groupe Instagram, c'est nous qui réfléchissions aux actions à mener alors que les garçons suivaient... ou ils venaient pour d'autres raisons, et ça partait en sucette.

M. L. : C'est vrai, nous les mecs, on est des planqués ! (*Rires*) J'en fais partie, je suis un planqué aussi. Au départ, je suis entré dans le mouvement parce que j'ai vu que ça marchait. S'il n'avait pas pris, je ne serais peut-être pas venu. C'est souvent comme ça. La plupart des personnes qui sont à la base des mouvements, on les met dehors une fois que le mouvement a une ampleur suffisante. Le nôtre a commencé en banlieue, et une fois que ça a pris, il n'y a d'attention plus que pour les grands lycées parisiens. On voit la récupération. Alors même que les lycées parisiens sont bien mieux lotis que les autres.

Audrey Jougla : Je voudrais vous interroger sur Parcoursup et la question de la sélection. On entend beaucoup dire qu'il faudrait plus de places dans certaines formations. Mais Parcoursup n'est que la traduction technique d'un entonnoir où un grand nombre de demandes doivent être passées au crible pour sélectionner les profils les plus adaptés ou les plus cohérents. Je ne doute pas que l'outil puisse être amélioré : les critères utilisés par l'algorithme devraient être rendus plus transparents. Mais je suis un peu sceptique quand je vois remonter des revendications contre le principe même de

toute sélection. Car, dans le supérieur, il y a forcément de la sélection. On peut améliorer tant qu'on veut l'outil, on ne pourra effacer la nécessité de la sélection. Qu'en dites-vous ?

C. C. : Personnellement, je trouve que le site de Parcoursup est assez bien organisé. Les orientations sont claires, quand on sait ce qu'on veut faire, on est bien guidé sur les démarches à entreprendre, etc. Mais c'est quand on ne sait pas que cela se complique. Et pourquoi devrait-on savoir à 17 ans ce qu'on veut faire de sa vie ? Sans mentionner la surveillance : toutes nos absences et nos retards sont enregistrés et comptabilisés. Cela crée une sorte de pression constante par rapport à nos notes et à notre comportement en classe qui, pendant deux ans, se retrouvent archivés dans la machine...

A. N. : Moi, là, mon Parcoursup, c'est la cata en termes de notes, alors qu'en règle générale, je suis plutôt une bonne élève. Pourquoi ? Parce que je n'ai eu que deux notes depuis le début de l'année. Je l'ai dit à ma mère, qui me demande tous les jours si j'ai complété mon dossier sur Parcoursup. Vous savez ce qu'elle m'a répondu ? Elle m'a demandé si je voulais arrêter l'école. Vous vous rendez compte ?

M. B. Y. : Si on n'a pas une idée précise de ce qu'on veut faire, on est vite perdu. Et les conseillers ne nous aident pas beaucoup. Ils nous disent juste des choses du genre : « *Si tu prends SVT et physique, tu peux faire médecine, par contre tu ne pourras pas faire avocat. Et si tu prends HLP [humanités, littérature et philosophie, une des nouvelles spécialités depuis la suppression en 2019 des filières L, S et ES], tu pourras faire avocat, mais pas médecine.* » C'est tout. Et puis, il y a tous ceux à qui Parcoursup ne propose rien, alors même qu'ils ont travaillé dur pendant trois ans au lycée et qu'ils ont eu de bonnes notes. J'en connais un qui est déscolarisé alors qu'il avait de super bonnes notes, on ne lui a rien proposé...

M. L. : Cela dépend aussi des crédits du lycée d'où l'on vient qui pondère nos notes... Ils ne font plus redoubler les élèves, mais ça fait que tu peux obtenir le bac avec 2 de moyenne. Et ça ne change rien au final, puisque l'affectation se décide avant le bac. C'est à devenir fou ! Mais, pour répondre à votre question, Audrey, nous ne sommes pas contre la sélection mais contre les discriminations : ce n'est pas pareil. Et des discriminations, il y en a plein dans l'algorithme – entre les territoires, entre la banlieue et Paris, entre lycées dans les grandes villes, etc.

M. B. Y. : Parcoursup, quand on voit la place concrète que la plateforme a prise dans nos vies, c'est une sorte d'outil générateur de stress existentiel. Quand tu te lèves à 6 heures pour aller en cours, te taper un 8 heures - 18 heures, tu rentres chez toi, il est 18h30. Il y en a qui se tapent une heure de trajet. Et une fois à 19h30 chez toi, tu ne sais pas si tu dois prendre ta douche, manger ou réviser les six contrôles qui t'attendent pour les deux prochains jours. Si tu ne suis pas cette routine, t'es mort sur Parcoursup. C'est super stressant, en fait.

A. B.-K. : Nous, on est en classe européenne, et on a pris une autre option cette année parce qu'on nous a dit « *prenez des options, ça vous donne des points bonus pour Parcoursup* ». Du coup, ça veut dire que pendant trois ans, on s'acharne à avoir trois heures d'anglais en plus. Mais on nous incite aussi à être délégué au CA, parce que ça rapporte des points. Ou à faire des activités extrascolaires de bénévolat, ça rapporte aussi des points. Mais ils ne se rendent pas compte qu'on n'est que des adolescents.

M. B. Y. : Et si encore, ça nous assurait un avenir ! Mais on nous dit que tout va se refermer avec l'IA... Bref, t'essaies tout, et soit tu as la chance de réussir, soit tu es déscolarisé et tu rentres en dépression.

Audrey Jougla : Alors, au-delà de votre parcours personnel et académique, comment voyez-vous le futur, justement ? Quelles sont vos aspirations ?

C. C. : À mon échelle, je n'arrive pas trop à me projeter dans un futur éloigné. C'est peut-être le problème, d'ailleurs. J'anticipe le futur proche : le bac, l'élection présidentielle, etc. Quand j'y pense, je me dis qu'on est dans une période de bascule, avec l'IA, la fascisation de l'Europe, etc. Je ne sais pas s'il y a des cycles dans l'histoire, mais j'ai le sentiment qu'on est dans le creux et qu'on va traverser une période difficile.

A. N. : Moi aussi, je suis plutôt dans le présent que dans le futur. Mais j'espère vraiment que notre mobilisation va entraîner une prise de conscience et une rupture avec de vrais changements, une autre manière de voir la jeunesse, de l'écouter, etc. Qu'on soit enfin dans une vraie démocratie où l'on ne répond plus aux revendications par la violence, qu'il y ait une vraie communication et un vrai respect.

M. L. : Je ne visualise pas le futur de l'humanité. Mais je suis très inquiet pour mon avenir : où est-ce que je vais aller après le lycée, est-ce que je vais réussir, et même si je fais tous les efforts nécessaires, est-ce que ce sera payant ou est-ce qu'ils vont me « bloquer » ?

M. B. Y. : Honnêtement, moi, je suis révolutionnaire. Donc, pour moi, c'est le système capitaliste et libéral dans lequel on est actuellement qui n'est pas viable et qu'il faut renverser. Mais il y a très peu de chances que cela arrive, malheureusement. Donc je suis moi aussi très pessimiste.

A. B.-K. : Je tends à penser qu'il y a plus de chances qu'il y ait la Troisième Guerre mondiale qu'une révolution... (*Sourire*) Quand Donald Trump a été élu, la première fois, j'ai pleuré, j'avais 8 ans. Les adultes ne s'en rendent pas compte, mais nous sommes des éponges, et nous avons dû absorber tellement de catastrophes : les alertes intrusion au moment des attentats, le confinement général au moment du Covid, les violences policières lors des manifestations, la montée de l'extrême droite en Europe, en Amérique latine, aux États-Unis, etc. Et je ne parle pas des ressources naturelles qui sont HS ni de l'écologie qui est au point mort. Tous les engagements pris, lors du Traité de Paris, on les oublie ou on ne les respecte pas. Comment voulez-vous qu'on ne soit pas pessimiste ? La vision qu'on a, c'est celle d'un monde en déclin. Comme lycéen, à 17 ans, on se fait réprimer dans la rue parce qu'on a une pancarte qui réclame d'avoir une bonne école. Vous comprenez bien que cela ne nous encourage pas à nous projeter dans un monde meilleur.

A. N. : Hier, comme je m'étais fait gazer, j'étais au sol en train de pleurer, je ne voyais plus rien. Avec un pote, nous nous sommes réfugiés dans la cour d'un immeuble, on ne bougeait plus, et nous nous sommes regardés en nous demandant : mais pourquoi on doit en arriver là pour se faire entendre ?

Audrey Jougla : Ce qui me frappe en vous écoutant, c'est cette incertitude et cette angoisse qui est la vôtre. J'ai 40 ans. Quand j'étais lycéenne, c'était fatigant, les journées étaient longues, la sélection assez rude, les conditions de travail parfois aussi compliquées que les vôtres, la pression très forte. Mais on n'avait pas cette inquiétude qui est la vôtre par rapport au côté aléatoire de votre avenir. Le chômage existait. Mais on ne se disait pas que tous les métiers étaient en risque de disparaître, que

le climat allait changer la face de la Terre, que la démocratie était menacée de disparaître. Il y avait une sorte de stabilité fondamentale. Alors que vous évoluez dans un monde totalement instable et incertain où, en plus, vous avez le sentiment d'être déconsidérés voire méprisés par les adultes. Cela change complètement l'état d'esprit dans lequel un lycéen peut aborder les échéances qui sont les siennes. Nous avions une sorte de sécurité dans la projection future. Et c'est ce qui s'est perdu en l'espace de 20 ans. Quand on a cette sécurité psychique de l'avenir, on peut supporter beaucoup de choses. On sait pourquoi on fait des efforts. Mais quand cette sécurité est absente, cela devient beaucoup plus angoissant. Et je crois que c'est ce que vous cherchez aussi à faire entendre. Il n'y a peut-être pas de solution à cette angoisse, mais elle doit pouvoir s'exprimer. C'est un peu aussi ce qu'on a essayé de faire aujourd'hui autour de cette table.